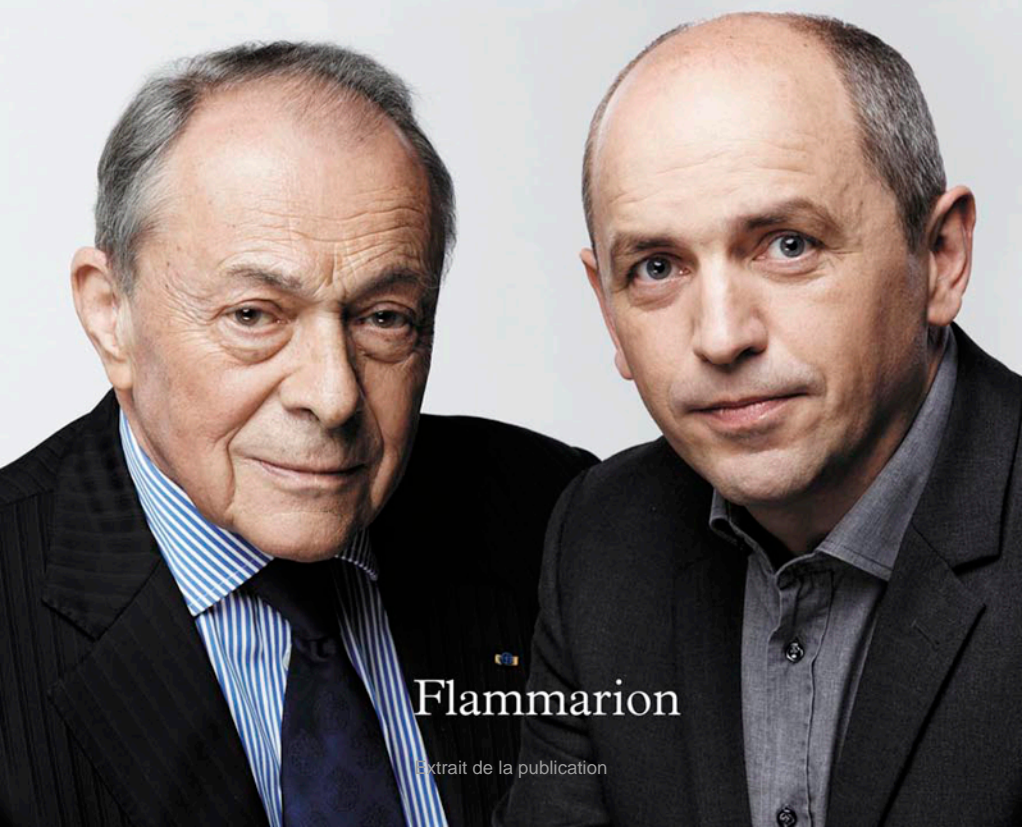


Michel Rocard
Pierre Larrourou

LA GAUCHE N'A PLUS DROIT À L'ERREUR

*Chômage, précarité, crise financière :
arrêtez les rustines !*



Flammarion

Extrait de la publication

Michel Rocard
Pierre Larrousurou

LA GAUCHE N'A PLUS DROIT À L'ERREUR

Qui peut croire que la crise est finie ?

Alors que le chômage et la précarité atteignent des niveaux jamais égalés, François Hollande et l'ensemble du PS misent essentiellement sur le retour de la croissance pour les faire baisser. Or, 2013 va sans doute être marquée par une très nette aggravation de la crise... La gauche au pouvoir est-elle condamnée à décevoir ?

Le but de ce livre est de dire la vérité sur les dangers qui nous menacent mais aussi et surtout de proposer des solutions à la hauteur des enjeux. Nos systèmes sont de plus en plus interdépendants. Pour le pire mais aussi pour le meilleur : l'effet domino peut jouer aussi pour sortir de la crise.

Michel Rocard et Pierre Larrousurou mettent la gauche française et européenne face à ses responsabilités et avancent des propositions très concrètes.

Michel Rocard, plusieurs fois ministre, ancien Premier ministre, demeure une figure morale et indépendante de la gauche.

Pierre Larrousurou, ingénieur agronome et économiste, est le président de la Fondation Edgar Morin. Depuis novembre 2012, il est membre du Bureau national du Parti socialiste. En 2008, Marianne le présentait comme « l'un des cinq économistes qui avaient annoncé la crise financière ».

Flammarion

Extrait de la publication

La gauche n'a plus
droit à l'erreur

DES MÊMES AUTEURS

Michel Rocard

Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie, France Observateur, 1959 ; réédité par Mille et une nuits, 2003.

Parler vrai, Seuil-Point, 1979.

Le Cœur à l'ouvrage, Odile Jacob, 1987.

Les Moyens d'en sortir, Seuil, 1996.

L'Art de la Paix/L'Édit de Nantes, avec Janine Garrisson, Atlantica, 1997.

Mes idées pour demain, Odile Jacob, 2000.

Si ça vous amuse, Flammarion, 2010.

Mes points sur les i, Odile Jacob, 2012.

Pierre Larrousurou

Ça ne peut plus durer, Seuil, 1994.

Du temps pour vivre, Flammarion, 1996.

35 heures, le double piège, Belfond, 1998.

La gauche est morte, vive la gauche !, Presses de la Renaissance, 2001.

Le Livre noir du libéralisme, préface Michel Rocard, Éditions du Rocher, 2007.

Crise, la solution interdite, Desclée de Brouwer, 2009.

Pour éviter le krach ultime, préface de Stéphane Hessel, Nova Éditions, 2011.

C'est plus grave que ce qu'on vous dit... mais on peut s'en sortir, Nova Éditions, 2012.

Michel Rocard
Pierre Larrouturou

La gauche n'a plus
droit à l'erreur

Flammarion

© Flammarion, 2013.
ISBN : 978-2-0812-8244-5

« On n'ose plus parler du capitalisme, alors que ce système vit une crise foudroyante et suicidaire à moyen terme pour l'humanité.

Nous, socialistes, devrions être bien placés pour l'expliquer et y répondre. »

Michel Rocard
Le Parisien, le 25 août 2007

« La prochaine crise risque d'être plus grave que celle de 1930. »

Mervyn King,
Gouverneur de la Banque d'Angleterre
Sky News, 6 octobre 2011

« Nous sommes face au risque d'un *effondrement* de l'ensemble du système économique mondial. »

Jean-Pierre Jouyet,
Président de l'AMF
France Inter, 23 septembre 2011

« En Chine, l'activité recule pour le onzième mois consécutif. »

AFP, 24 septembre 2012

« Le président chinois a demandé à la marine "de mener des préparatifs intensifs en vue du combat militaire". Cette annonce est intervenue après un voyage en Asie du président Obama. »

Le Monde, 12 décembre 2011

Prologue

AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD



« Une guerre hélas prévisible », a affirmé le président du Conseil européen en ouvrant la réunion extraordinaire des vingt-sept chefs d'État et de gouvernement.

« Début 2012, au moment où la bulle immobilière explosait en Chine et provoquait une forte augmentation du chômage, le gouvernement avait publiquement annoncé qu'il allait doubler son budget militaire, qu'il aurait en 2015 un budget militaire quatre fois supérieur à celui du Japon, son ennemi héréditaire, et qu'il voulait "être capable de gagner des guerres locales". » Les intentions de la Chine n'étaient pas tenues secrètes. Nous ne pouvons pas dire que nous ne savions pas.

La gauche n'a plus droit à l'erreur

« C'est en 2007 que la crise a commencé. C'est en 2012 que la Chine a été violemment touchée à son tour, que les émeutes sociales se sont multipliées et que le gouvernement a décidé d'accélérer la professionnalisation de ses armées. Nous autres, Européens, nous qui sommes la première puissance économique mondiale et le premier client de la Chine, nous qui savons mieux que quiconque comment la crise de 1929 a débouché sur une tragédie, nous aurions dû agir depuis longtemps pour changer notre modèle social, pousser la Chine à faire de même et réaffirmer – au sein du G20 comme de l'OMC – que c'est par la justice sociale et la coopération que tous nos pays pouvaient sortir de la crise.

« Nous avons trop longtemps nié la gravité de la crise. En Europe comme dans le reste du monde, nous avons perdu trop de temps en vaines querelles. Nous avons agi trop tard, trop peu. Nous en payons le prix aujourd'hui », a conclu le président avant de rentrer dans la salle du Conseil.

À New York, au même moment, le Conseil de sécurité de l'ONU entamait une réunion de crise.

À Londres, le gouvernement vient de démissionner face à la pression des chômeurs et des précaires qui manifestent dans les rues de la capitale. C'est le second gouvernement européen qui démissionne en un mois.

* * *

« Toutes les grandes défaites se résument en deux mots : *trop tard* », affirmait le général Douglas MacArthur. Allons-nous attendre qu'il soit *trop tard* pour mesurer la gravité de la crise, en Europe et dans le reste du monde ? Allons-nous attendre qu'il soit *trop tard* pour nous attaquer à ses causes fondamentales et pour agir en posant des actes à la mesure des dangers qui nous menacent ?

Prologue

« Nos dirigeants sont dans le déni de la réalité, affirme Paul Krugman, Prix Nobel d'Économie. Ils enrobent tout de sucre. Ils fuient leur responsabilité. »

« Personne ne veut regarder les choses en face, écrivait Joseph Stiglitz, autre Prix Nobel, fin 2009. Nous sommes en train de préparer le terrain pour d'autres crises, aussi violentes que celle que nous traversons. Elles détruiront des millions d'emplois à travers le monde. Depuis le début de la crise, on s'est contenté de déplacer les fauteuils sur le pont du *Titanic*¹. »

Dans ses *Mémoires de guerre*, Churchill montre comment on aurait pu éviter la Seconde Guerre mondiale, la « guerre superflue », comme il l'appelle. Churchill explique que tous les dirigeants s'étaient convaincus que leur rôle fondamental était d'être optimistes, totalement optimistes, et de rassurer les peuples : « La reprise est au coin de la rue, la crise est bientôt finie. » « M. Mussolini ne veut pas la guerre. » « Avec la ligne Maginot, la France ne craint rien »... À force d'être optimistes, on a laissé nos pays glisser vers la barbarie.

En ce début 2013, la question n'est pas d'être optimistes ou pessimistes. La question est d'arrêter de faire l'autruche. Sortir du déni et permettre au plus grand nombre de citoyens et d'élus de prendre conscience des dangers qui nous menacent.

La question est ensuite de poser un diagnostic, le plus juste possible, de la situation : *qu'est-ce qui cloche ?* Pourquoi ce que nous avons fait depuis cinq ans n'a pas réglé les problèmes et les a même parfois aggravés ? À partir de ce constat, nous pourrions mieux voir sur quels leviers il est possible d'agir avec efficacité avant que le piège ne se referme sur nous.

1. *Le Triomphe de la cupidité*, Les Liens qui libèrent, 2010.

La gauche n'a plus droit à l'erreur

* * *

L'Union européenne est la première puissance économique mondiale. Elle peut être la première à sortir de la crise et à devenir un pôle de stabilité et de prospérité.

Produit intérieur brut (PIB) en 2011

Union européenne	17 960 Mds
États-Unis	15 034 Mds
Chine	6 988 Mds

Source : OCDE.

L'Europe a tous les atouts pour s'extraire de la « spirale de la mort » que dénonce régulièrement Paul Krugman. Nous avons toutes les cartes en main pour que l'Europe – et chacun de ses États membres – sorte renforcée de la crise, mais cela suppose d'arrêter d'agir au coup par coup : nous devons rompre avec le « *too little, too late* » – trop peu, trop tard – qui ne peut qu'accroître le scepticisme de nos concitoyens.

Au-delà des mesures d'urgence, nous devons établir un plan global de sortie de crise. Quelles sont les causes fondamentales du problème ? Si les solutions mises en œuvre depuis cinq ans n'ont pas réussi à vaincre le mal, c'est sans doute que le diagnostic était faux ou incomplet. Nous devons nous accorder sur les moyens d'attaquer enfin les racines de cette crise.

Depuis plusieurs années, ensemble ou séparément, par des livres et des articles, nous avons tous les deux tiré la sonnette d'alarme, à de multiples reprises, et nous avons déjà avancé un certain nombre de solutions

dans le débat public. Sans être jamais vraiment contredits, mais sans être non plus jamais vraiment entendus de nos dirigeants.

Alors, pourquoi publier un nouveau livre ? Pourquoi espérer être entendus aujourd'hui alors que nous ne l'avons pas été depuis dix ans ?

1. La crise s'aggrave

Il ne se passe pas une semaine sans qu'un économiste faisant autorité explique que nous rentrons dans une nouvelle phase qui ne peut pas se confondre avec une banale récession. Tous les « idiots utiles » qui affirmaient, il y a deux ou trois ans, que la crise était finie se font plus discrets. Peut-être les esprits sont-ils plus ouverts aujourd'hui à regarder les choses en face et à entrer dans des raisonnements nouveaux.

2. La gauche, en France, a gagné tous les moyens d'agir

François Hollande est l'un des membres du G8. S'il le veut, il peut organiser une réunion extraordinaire du G8 ou du G20. S'il le veut, il peut saisir le Conseil de sécurité de l'Onu ou mettre sur la table du prochain sommet européen les analyses et les solutions avancées dans ce livre. S'il le veut, il peut pousser les partenaires sociaux à l'audace (et eux-mêmes peuvent décider de faire preuve d'une audace nouvelle) et ouvrir des dossiers jusque-là tabous.

Crise sociale, crise financière, crise écologique, crise alimentaire, crise démocratique... Dans bien des domaines, nos sociétés approchent d'un point de non-retour, de basculement. La France, l'Europe et la planète tout entière

La gauche n'a plus droit à l'erreur

sont à la croisée des chemins. Pour le meilleur ou pour le pire, les livres d'histoire parleront dans vingt ans des années 2013-2014. Comme des années soit d'effondrement, soit de sursaut, de renaissance.

En économie, on parle souvent de l'effet domino dans un sens négatif : en 2008, la chute d'une banque aux États-Unis a suffi à provoquer une récession mondiale. Nos systèmes sont de plus en plus interdépendants. Interdépendants pour le pire, mais aussi pour le meilleur : l'effet domino peut jouer aussi pour *sortir* de la crise.

Si la France est capable de clarifier les termes du débat et de mettre très vite en œuvre des politiques réellement efficaces, d'autres pays suivront sans tarder, avec leurs traditions et leurs cultures propres, mais en s'inspirant de ce que nous aurons fait.

« Si les hommes auxquels le pouvoir est confié interprètent convenablement la réalité historique, ils peuvent favoriser des accouchements, les rendre moins pénibles, moins douloureux ; ou, au contraire, freiner tel ou tel progrès », affirmait Pierre Mendès France. Il avait raison : la première chose à faire est d'interpréter convenablement la réalité historique.

Le programme économique du PS a été rédigé pour l'essentiel en 2010, quand beaucoup pensaient que la crise touchait à sa fin et que l'activité allait reprendre comme avant. Il prévoit le retour de la croissance dès 2013. Visiblement, ce n'est pas le cas. Il est fondamental que la gauche française fasse enfin son *aggiornamento*. Il est urgent d'arriver à construire un diagnostic commun des dangers qui nous menacent. C'est par cet exercice que nous proposons au lecteur de commencer.

Chapitre I

QUI PEUT CROIRE QUE LA CRISE EST FINIE ?

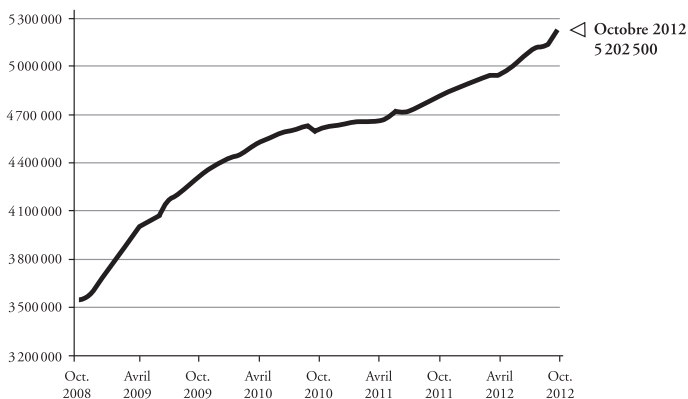
« 417 000 nouveaux chômeurs d'ici fin 2013. » Les prévisions publiées par l'Unedic¹ le 16 mai 2012 auraient dû être à la une de tous les journaux mais bien peu en ont parlé car tous les regards étaient tournés vers l'Élysée et la formation du nouveau gouvernement.

417 000 chômeurs supplémentaires en dix-huit mois ! Alors que le nombre de chômeurs a déjà augmenté de 1 500 000 depuis que la crise des *subprimes* a commencé. Ce serait terrible ! Déjà plus de 5 millions d'inscrits à Pôle Emploi.

Le cap symbolique a été franchi au début de l'été 2012 avec 5 002 000 demandeurs d'emploi. Sans compter les 275 000 demandeurs d'emploi des départements d'outre-mer. Ni les 230 000 dispensés de recherche d'emploi (celles et ceux qui ont plus de 57 ans et ne sont pas comptabilisés comme demandeurs d'emploi même s'ils sont bien au chômage et ne touchent qu'une maigre indemnité). Ou encore les plus de 600 000 RMistes qui sont au chômage mais en fin de droits et ne sont pas comptabilisés, eux non plus, à

1. Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégories A, B, C, D, E



Source : Ministère du Travail.

Pôle Emploi. Sans compter non plus les milliers de jeunes qui sont encore « chez papa et maman » à 26 ou 27 ans : ils n'ont jamais eu d'emploi stable, ils n'ont pas cotisé suffisamment pour avoir droit à une indemnité et ne vont donc pas s'inscrire au chômage...

Les chiffres publiés chaque mois par le ministère du Travail sont impressionnants mais ils ne disent pas la gravité réelle de la crise. Pour le mois d'octobre 2012 par exemple, le ministère a annoncé que le chômage avait augmenté de 42 000 en un mois¹. Ce chiffre est déjà catastrophique en lui-même (presque 1 500 chômeurs de plus chaque jour !), mais en lisant la note détaillée publiée par le ministère, on comprend que cette augmentation de 42 000 n'est que le solde entre les 537 000 entrées à Pôle Emploi enregistrées en octobre et les 495 000 sorties comptabilisées le même mois.

1. Ministère du Travail, 28 novembre 2012.

Qui peut croire que la crise est finie ?

Entrées et sorties de Pôle Emploi pour le mois d'octobre 2012

Entrées à Pôle Emploi	537 000
Sorties de Pôle Emploi	495 000
Solde = augmentation du chômage	+ 42 000

Source : Ministère du Travail.

Oui. Vous avez bien lu : 537 000 hommes et femmes se sont inscrits à Pôle Emploi, en un mois seulement. C'est une foule immense que nul ne voit jamais – chacune et chacun est seul(e) à son domicile pour s'inscrire par Internet ou tenter de parler par téléphone à un conseiller de Pôle Emploi – mais ce chiffre permet de comprendre pourquoi, dans toutes les enquêtes, le chômage et la précarité apparaissent comme la première préoccupation des Français : chaque mois, plus de 500 000 personnes font l'expérience traumatisante de « tomber » au chômage. C'est un chiffre colossal, que nul n'aurait pu imaginer il y a dix ou vingt ans.

Moins de la moitié des « sorties » sont des retours à l'emploi

Vu leur charge de travail, les salariés de Pôle Emploi ont de plus en plus de difficultés à accompagner comme ils le souhaiteraient chaque demandeur d'emploi (un conseiller de Pôle Emploi accompagne en moyenne 165 chômeurs¹). Il est très difficile de dire en temps réel qui retrouve un emploi parmi ceux qui

1. *Les Échos*, 1^{er} août 2012.

quittent les fichiers du chômage. Le ministère du Travail a cependant publié le 1^{er} juin 2012 une étude qui montre qu'un peu moins de la moitié seulement de ceux qui quittent Pôle Emploi retrouvent un travail.

47 % des sortants de Pôle Emploi reprennent un travail

Près de 47 % des demandeurs d'emploi sortis des listes de Pôle Emploi en septembre dernier ont repris un travail, selon une étude du ministère du Travail publiée vendredi. Sur 459 300 demandeurs d'emploi sortis des listes d'inscrits en septembre 2011¹, 46,6 % ont repris un emploi.

Parmi les autres « sortants », 11 % sont entrés en formation et 17 % se sont aussitôt réinscrits car leur sortie était liée à un problème d'actualisation de leur situation mensuelle (oubli, retard). Les autres ont été radiés (2 %), ne se sont pas réinscrits (volontairement ou pour des raisons accidentelles) ou sont partis à la retraite.

Parmi les sortants retrouvant un emploi, la proportion accédant à un contrat à durée indéterminée (CDI) ou à un contrat à durée déterminée (CDD) de plus de six mois reste inférieure à la moitié (46,2 %).

Le Figaro, 1^{er} juin 2012

En résumé :

1. Chaque mois, plus de 500 000 personnes arrivent à Pôle Emploi.

2. Si le « stock » de chômeurs augmente de 30 000 ou 40 000 « seulement », c'est parce que les sorties sont presque aussi nombreuses que les entrées? mais moins de 50 % des sortants trouvent un emploi.

3. Pour ceux qui trouvent un emploi, l'« emploi normal » – le CDI – devient de plus en plus rare : les CDI et les CDD de plus de six mois constituent 46 %

1. Avant que notre économie ne plonge à nouveau en récession.

TABLE

Prologue. Avant qu'il ne soit trop tard	11
I. Qui peut croire que la crise est finie ?	17
II. Zone euro : une crise qui peut durer vingt ans ?	33
III. « Les États-Unis s'approchent de la falaise »..	43
IV. « Pour étancher sa soif, la Chine a bu du poison. ».....	53
V. « <i>Damned if you do, damned if you don't</i> » Comment sortir du dilemme de Roubini ?	81
VI. Et la planète, pendant ce temps-là ?.....	113
VII. Allemagne : les limites du modèle Schröder	139
VIII. Et si la croissance ne revenait pas ? Les (gros) doutes de Paul Krugman.	151
IX. Éviter la récession. Retrouver l'équilibre des finances publiques sans austérité	175
X. Lutter contre le chômage. Construire un nouveau modèle de développement	199
XI. Réduction du temps de travail : Einstein avait raison !	221
XII. Changer l'Europe, c'est maintenant !	265
Conclusion. Comment gagner la course de vitesse ?	279

<i>Réflexions</i>	289
<i>Annexes</i>	355
Henry Ford : « Pourquoi j'ai mis en place la semaine de 5 jours payés 6 »	355
Antoine Riboud : « Il faut descendre à 32 heures par semaine »	359
L'impact macroéconomique des quatre jours....	361
Accord de financement d'un passage général à la semaine de 4 jours dans une entreprise agro- alimentaire de 800 salariés	364

N° d'édition : L.01ELKN000433.N001

Dépôt légal : janvier 2013